

SOLIDARITÉ SOCIALE ET IDENTITÉ NATIONALE LORS DE L'UNIFICATION DE L'ITALIE : L'EXEMPLE DE LA SOLIDARITÉ ARTISANALE

par Anna Pellegrino*

* Université de Padoue, chercheur associé, Centre d'histoire des techniques et de l'environnement (Cnam). Mél. : anna.pellegrino@eui.eu.

Dans l'Italie après l'unification (1861), un réseau associatifs s'attacha à promouvoir le développement économique et la solidarité sociale autour de la figure du petit artisan en tant que chef d'entreprise ou travailleur autonome : la Fratellanza artigiana d'Italia préfigurait certaines formes de division sociale du travail (« fabrique collective ») et témoignait de la réaction des petits entrepreneurs au processus d'industrialisation de masse. La présente étude vise à mettre en évidence l'extrême diversité des positions professionnelles à l'intérieur de l'association, l'importance des relations familiales, de groupe et de voisinage, les nombreux services que la Fratellanza offrait à ses adhérents pour faciliter l'accès au crédit, au commerce et à l'innovation technologique et les activités de représentation ou d'éducation de l'association. La Fratellanza constitue en ce sens un modèle pour le mouvement ouvrier en gestation. Son histoire contribue à éclairer l'existence aujourd'hui des districts industriels, un réseau dense de petites entreprises, sur la base de la spécialisation des fonctions, mais aussi des liens de solidarité familiale ou territoriale.

Social solidarity and national identity during Italian unification: The case of the Fratellanza artigiana d'Italia

In Italy after unification (1861), an association was formed to promote economic development and social solidarity among artisans, whether they were running small businesses or self-employed. The Fratellanza artigiana d'Italia anticipated certain forms of division of labour (collective factories) and reflected the reaction of small entrepreneurs to the process of mass industrialisation. This study looks at the large range of professional positions within the Fratellanza; the importance of family, group and community relationships; the many services that the association offered its members to facilitate access to credit, the marketplace, and technological innovation; and the association's promotional and educational activities. The Fratellanza became a model for the incipient workers' movement. Its history helps explain the existence today of industrial districts where dense networks of small firms have been formed through specialisation as well as family and regional ties.

Solidaridad social e identidad nacional durante la unificación de la Italia (1861): el ejemplo de la solidaridad artesanal

En la Italia después de la unificación (1861), una red asociativa ha tratado de promover el desarrollo económico y la solidaridad social, alrededor de la figura social del pequeño artesano en tanto

que empresario o trabajador autónomo. La Fratellanza artigiana prefiguraba algunas formas de división social del trabajo (la fabbrica sociale) y testimoniaba de la reacción de los pequeños empresarios al proceso de industrialización de masa. Este artículo tiene como objetivo poner en evidencia la extrema diversidad de las posiciones profesionales al interior de la asociación; la importancia de las relaciones familiares, de grupo y vecinal; los numerosos servicios que la Fratellanza artigiana ofrecía a sus miembros para facilitar el acceso al crédito, al comercio y a la innovación tecnológica; las actividades de representación o de educación de la asociación. La Fratellanza artigiana constituye en este sentido un modelo para el movimiento obrero embrionario. Su historia contribuye a iluminar la existencia hoy día de los distritos industriales, red densa de pequeñas empresas, sobre la base de la especialización de las funciones pero también de los vínculos de solidaridad familiar o territorial.

En Italie, la structure industrielle est largement caractérisée par les petites entreprises, souvent regroupées en « districts » homogènes. Cette organisation en districts, fréquemment observée pour les entreprises contemporaines d'économie sociale (Parodi, 2005; Colletis G. *et al.*, 2005), s'inscrit dans le cadre d'un « retard » assez évident du développement industriel italien. Ce retard a été à l'origine d'une interprétation selon laquelle le processus de développement se serait traduit par une série d'accélération plus ou moins forcées et par l'emploi de « facteurs de substitution » qui auraient pris la place des étapes canoniques du développement des pays les premiers venus (Gerschenkron, 1962). D'autres études (Bonelli, 1978) ont souligné le choix libéral du nouvel Etat en matière de politique, qui aurait contribué à retarder le développement d'un tissu industriel moderne⁽¹⁾.

(1) L'unification nationale, réalisée en 1861, avec ses choix libéraux représenta une rupture radicale et coûteuse en termes sociaux et économiques, au regard des politiques protectionnistes qui avaient caractérisé les anciens Etats régionaux (Romano, 1991).

Pour expliquer la genèse historique d'une telle dispersion de l'appareil productif, plusieurs facteurs peuvent être évoqués. Tout d'abord, la formation de l'entreprise à partir de certains types de rapport agraire, à l'exemple du métayage, a été analysée comme un élément prédisposant les travailleurs à une certaine autonomie sur le plan productif et commercial (Trigilia, 1985; Becattini, 1975). D'autre part, l'importance du tissu proto-industriel préexistant a été soulignée (Dewerpe, 1985; De Clementi, 1986). Au niveau financier, le poids des banques « mixtes » ou « allemandes » dans la création d'un réseau « horizontal » de petites entreprises spécialisées a été rappelé, face à quelques grandes concentrations « verticales ». Il existait également un tissu dense de petites banques, telles que les banques populaires de Luzzatti. Celles-ci avaient adapté en Italie le modèle allemand de Schulze-Delitzsch, qui favorisait la petite industrie et l'artisanat (Pecorari, 1997). Quelques études se sont par ailleurs concentrées sur les caractères géomorphologiques des districts et sur la vitalité des petits centres urbains dans le soutien de telles implantations (Becattini, 1998).

Plusieurs auteurs ont souligné la flexibilité de ce réseau et sa capacité d'adaptation au cycle économique, grâce à son ancrage territorial, sa base sociale d'implantation, sa complémentarité avec d'autres formes d'économie locale et sa capacité d'innovation et de développement technique par le jeu de la concurrence et de l'imitation (Brusco, Paba, 1997). Cette capacité d'adaptation, en l'absence d'investissements importants en capital,

pose la question de la direction ou de la « spontanéité » du phénomène. Il a beaucoup été question, notamment, d'« usine collective » à propos de ce tissu productif. Il y a eu, sans doute, des formes de collaboration indirecte et de complémentarité et parfois même des formes de coordination directe au niveau commercial ou publicitaire (ce qui n'a pas empêché une forte concurrence). Il serait cependant difficile d'évoquer cette formation sociale et économique comme résultant d'une intention consciente ou d'un plan qui visait à réaliser une dimension sociale de l'entreprise. Il semble plutôt que certaines formes de collaboration s'expliquent par les caractéristiques des milieux d'implantation de ces entreprises, par un processus de développement et d'adaptation fortement lié à l'espace social où elles se sont formées. Il faut aussi remarquer que ce tissu n'existe que dans certaines régions italiennes : celles qui se distinguent par un ancrage ancien de l'économie sociale, en particulier des formes diverses de coopération (la Toscane, l'Emilie-Romagne, etc. ; sur cette dernière lire Menzani, 2011).

Les réseaux associatifs des artisans sont en effet les lieux où, historiquement, naissent certaines des formes les plus significatives de la coopération de travail. Les artisans cherchent à résister au nouveau système capitaliste de production de masse par des stratégies collectives visant à aider leurs petites entreprises. Contrairement à d'autres pays, comme l'Allemagne (Volkov, 1978), les artisans italiens sont longtemps restés politiquement libéraux et démocrates. Ils ont essayé d'impliquer les ouvriers dans leur stratégie de solidarité sociale, représentée politiquement pendant la seconde moitié du XIX^e siècle par la forte influence de Giuseppe Mazzini (Pezzini, 2012).

En Italie, où le poids de l'artisanat urbain sur le total de la population est remarquable jusqu'à la première guerre mondiale⁽²⁾, les petits producteurs indépendants ont constitué le noyau le plus important des artisans urbains. Leur association était toutefois ouverte aux travailleurs non qualifiés et aux travailleurs de l'industrie. Les associations d'artisans s'inscrivent ainsi dans le champ de tension entre l'individualisme du nouvel environnement social dominé par le mode de production capitaliste et les tendances à l'action collective du prolétariat industriel⁽³⁾.

La présente analyse de l'associationnisme artisanal en Italie pendant la seconde moitié du XIX^e siècle s'inscrit dans la réflexion sur cette convergence entre des formes diverses d'une même dimension sociale de l'économie. Comment des formes de solidarité sociale surgissant du changement économique, politique et culturel de l'unification italienne peuvent-elles expliquer la naissance « spontanée » d'un tel tissu productif ? C'est à cette question que l'étude de la Fraternité artisanale d'Italie (Pellegrino, 2012a) ambitionne de répondre.

La figure sociale de l'artisan combine la composante du travail exécutif et la fonction commerciale. Cette tradition productive cède progressivement la place à une différenciation fonctionnelle accrue. Cette évolution peut fournir une clé d'interprétation pour comprendre le phénomène des districts. Il s'agit en effet d'une figure sociale renfermant des éléments qui, par la suite, resteront présents et étroitement entrelacés dans le tissu de la petite entreprise à l'intérieur de ces zones de production.

(2) Lors du premier recensement après l'unification, la population s'élève à 21,8 millions d'habitants pour 3,1 millions de travailleurs manuels non agricoles (ouvriers, artisans), dont 1,7 million de femmes.

(3) Sur l'artisanat au tournant du XIX^e et XX^e siècles, lire notamment Crossick, Haupt, 1984 ; Lenger, 1991.

Le moment, c'est celui de l'unification de l'Italie, lorsque se réalise un marché national qui brise les équilibres économiques consolidés des anciens Etats italiens. Les artisans se voient ainsi attribuer les pleins droits civils et politiques, ce qui alimente chez eux une tension éthique très forte visant à exalter le rôle social du travail et de l'entreprise artisanale pour le « bien » de la nation. Cela permet de concilier stratégies individuelles et collectives d'ascension sociale, dans un cadre où les valeurs nationales et la référence à la patrie devenaient fondamentales (Porciani, 1997; Conti, 2000; Betri, 2010). La Fraternité artisanale d'Italie était la plus importante association de travailleurs. Née à Florence en 1861, au moment même de l'unification nationale, elle devait, selon les propos de ses promoteurs, s'étendre à tout le pays et unifier, comme le disait Giuseppe Mazzini (1935, p. 249), « *toute la classe ouvrière d'un bout à l'autre de l'Italie* ». L'importance de cette société excède la dimension du poids politique que lui reconnaissent les études sur les origines du mouvement ouvrier italien (Procacci, 1970; Manacorda, 1974). A travers la Fraternité artisanale, il est en effet possible d'analyser les modalités par lesquelles, au moment clef de l'unification de l'Italie et, après, pendant la période de l'industrialisation (1890-1914), le tissu productif artisanal chercha à résister aux logiques du capitalisme industriel et de la production sérielle. Nous pouvons voir comment ce mode de production sut innover et se transformer en une petite industrie compétitive.

Nous étudierons tout d'abord le rapport particulier de la Fraternité au contexte local, caractérisé par des phénomènes du type « fabrique collective », qui constitue une réaction au processus d'industrialisation. Nous analyserons ensuite l'extrême diversification des positions professionnelles à l'intérieur de l'association, l'évolution des relations intersectorielles et les relations familiales, de groupe et de voisinage, qui rendaient possibles des formes d'adaptation et de flexibilité. Puis, nous évoquerons les nombreux services de caractère collectif que la Fraternité offrait à ses adhérents pour faciliter l'accès au crédit, au commerce et à l'innovation technologique, ainsi que les nombreuses activités mises en œuvre, des activités culturelles et de la formation professionnelle. Sur ce terrain en particulier, la Fraternité artisanale d'Italie s'attachait prioritairement à promouvoir l'instruction et la culture, « bien commun » envisagé comme condition de l'émancipation des travailleurs. Cet objectif devait distinguer la nouvelle patrie nationale.

Une réaction au processus d'industrialisation ?

Plusieurs études sur la culture du travail au cours de l'industrialisation ont montré la nécessité de dépasser la représentation traditionnelle, qui voit la transition au système d'usine comme un processus d'affirmation violente de règles et de procédures nouvelles de la part d'un capitalisme doté d'une force et d'une rationalité historique lui permettant de surmonter tous les obstacles.

Selon ce point de vue, les anciens artisans auraient été contraints d'abandonner leurs métiers et de se transformer en travailleurs d'usine. Les demandes de changement social de la part du capitalisme industriel ont toutefois été envisagées comme des données objectives, de manière un peu

rigide et dogmatique (Cottureau, 1986, p. 112). De la même façon, les pratiques des travailleurs et des petits producteurs indépendants ont été observées seulement selon leur degré d'adaptation ou de résistance au changement imposé par l'appareil de production capitaliste, ce qui revient à leur refuser toute autonomie.

Il semble aujourd'hui plus efficace de reconstruire les pratiques et les points de vue des travailleurs artisans sous l'angle d'une opposition moins rigide entre acteur et contexte. Les artisans, en tant qu'entrepreneurs et travailleurs en même temps, peuvent être considérés comme beaucoup plus flexibles et attentifs aux possibilités. Ils sont donc en état d'interagir d'une façon plus complexe et de manière largement autonome, ainsi que l'ont démontré Charles F. Sabel et Jonathan Zeitlin (1997, p. 3) : *«Where possible, they developed sophisticated hedges for reducing their risks by avoiding a definitive choice in favor of either alternative. Where choice was obligatory, they hedged gain by anticipating in the design of one organization the need to reconstruct it for alternative purposes.»*

Les artisans de la Fraternité semblent se caractériser par un haut degré de flexibilité et une grande capacité d'adaptation, même du point de vue de l'innovation technologique. Il serait trop long d'analyser ici ce point, mais notre recherche consacrée à Florence en tant que ville la plus artisanale d'Italie montre comment les artisans ont réussi non seulement à survivre, mais aussi à se développer pendant la période qui va de 1861 aux années 30 (Pellegrino, 2012b).

Par certains aspects, ces évolutions constituent autant de phénomènes économiques spontanés sur le modèle des districts industriels, c'est-à-dire avec une division du travail et une spécialisation productive entre petites entreprises qui ne sont pas coordonnées par le haut. Ce n'est cependant pas un hasard si la ville où s'est établi en 1861 le siège de la Fraternité artisanale d'Italie devient, entre 1880 et 1930, *« la ville la plus artisanale »* du pays. On peut en effet attester que les stratégies collectives pratiquées par le moyen de l'associationnisme et la fonction même de l'association en tant qu'institution politique et culturelle ont contribué au développement d'un tissu artisanal florissant.

Un étrange mélange d'entrepreneurs et de travailleurs

L'extrême diversification des positions professionnelles à l'intérieur de l'association est un phénomène patent. La Fraternité artisanale d'Italie agissait comme un puissant intermédiaire de solidarité entre les différents niveaux de qualification professionnelle et les secteurs productifs. Elle rassemblait en effet soit les travailleurs salariés, même les moins qualifiés, comme les apprentis maçons, les travailleuses de la paille ou du secteur du vêtement, soit de vrais maîtres artisans, comme les ébénistes, les graveurs et les sculpteurs en bois, qui parfois étaient de véritables entrepreneurs avec plus d'une centaine de travailleurs dans un seul atelier.

Parallèlement, l'association était articulée en collèges, c'est-à-dire en petites sociétés avec un certain degré d'autonomie, qui rassemblaient travailleurs

et maîtres du même métier. Les cotisations hebdomadaires et mensuelles que les associés versaient aux collègues n'étaient toutefois pas gérées de manière autonome, mais par une caisse générale. En étant également une société de secours mutuels, la Fraternité réalisait une très forte solidarité intersectorielle, puisque les cotisations des groupes professionnels moins sujets aux maladies ou aux accidents profitaient à ceux qui avaient un taux de morbidité plus élevé, ce qui suscita quelques polémiques, confirmant ainsi la nouveauté, pour le sens commun de l'époque, que représentait une telle procédure. Evidemment, le programme de solidarité qui était tracé dans ses premiers statuts connu, au cours des décennies, des changements remarquables, en particulier à la fin du XIX^e siècle, lorsque s'opère progressivement une séparation entre la composante entrepreneuriale et celle des travailleurs salariés. De nouvelles associations de maîtres se forment, ainsi que des associations ou ligues syndicales des travailleurs (Capitini Maccabruni N., 1981; Pellegrino, 2012b, p. 313-317), mais entre-temps le tissu productif artisan s'est fortifié et a évolué, donnant lieu à un artisanat de type nouveau orienté vers des productions sérielles de qualité.

Solidarités familiales et de voisinage

Dans la période d'environ soixante-dix ans que nous avons analysée, nombreuses « dynasties » d'entrepreneurs s'établissent et se développent dans la ville. Les actes des faillites du tribunal de Florence attestent que la continuité à long terme de l'entreprise artisanale ne dépendait pas seulement des facteurs économiques, mais aussi de la mise en action des facteurs de solidarité familiale, de petit groupe ou de voisinage (Pellegrino, 2012b, p. 165 et suiv.; Gribaudo, 1987). Dans certains cas, la confiance et la possibilité d'avoir recours aux réseaux de solidarité économique et financière éloignée des voies officielles du crédit bancaire pouvaient sauver une entreprise. Ainsi, souvent lorsque l'artisan en difficulté avait recours à l'engagement de la dot ou à la vente de bijoux de sa femme, il demandait même des prêts aux parents au-delà du deuxième degré. Dans certains cas, les plus proches membres de la famille s'engageaient à soustraire une partie de l'atelier à la faillite et aux créanciers sous un autre nom.

L'aide de membres de la famille sous la forme de travail représentait en tout cas l'élément le plus courant. Il existe de nombreux exemples où la faillite de la petite entreprise s'explique parce que les parents ont cessé d'offrir leurs services à cause d'une maladie ou d'autres formes d'indisponibilité. Ces relations économiques et de travail s'articulaient avec une grande inventivité : formes de location ou de transfert temporaire de l'entreprise, règlements convenus en famille pour la continuité de l'atelier en cas d'héritage, etc. En l'absence de réglementation formelle du travail familial, cette variété de formes permettait une grande flexibilité, de sorte que le recours au travail salarié régulier était quasiment absent : au cours de nos recherches, un seul cas est apparu, un certain Demofonte Del Fante, commerçant et vernisseur de chapeaux de paille, qui avait salarié ses sœurs et un frère dans son entreprise avec un salaire régulier. Les officiers du tribunal de commerce

accusèrent l'artisan de n'avoir pas tenu compte des mécanismes implicites d'adaptation et d'ajustement d'une entreprise familiale⁽⁴⁾. L'observance formelle des règles passait après le contexte familial.

Services collectifs et innovation technologique

La Fraternité artisanale offrait à ses adhérents de nombreux services à caractère collectif : facilitation de l'accès au crédit, au commerce et à l'innovation technologique. Elle réalisa, dans les années 1870, une caisse de crédit artisanal avec un remarquable succès, en se spécialisant dans un type de transactions minimales, qui relèveraient aujourd'hui du micro-crédit. La caisse, qui avait pour objectif d'éviter que les associés soient contraints de recourir aux usuriers, enregistrait en 1910 un montant moyen de moins de 100 lires par opération (environ 2000 euros d'aujourd'hui ; Minuti, 1911, p. 362-365). De plus, la Fraternité encourageait la constitution d'entreprises et de coopératives de travail parmi ses affiliés, en se servant des capitaux qu'elle manipulait *via* le fonctionnement du secours mutuel et d'autres formes de revenus. Elle essayait, avec ses propres ressources ou à travers son influence politique, d'aider ses associés à surmonter les phases conjoncturelles défavorables, en encourageant des activités de petite production spécialisée et collective. Plusieurs fois, la Fraternité exerça des pressions sur l'administration municipale afin d'obtenir des *accolli* (adjudication de travaux) pour ses membres. C'était souvent le cas en période de chômage, ce qui permettait de soutenir les membres les moins qualifiés. En d'autres cas, l'association utilisait son patrimoine pour aider ses membres. L'*azienda strumenti di lavoro* (agence des outils de travail) illustre bien la manière dont elle soutenait sa base artisanale.

(4) Asfi, tribunale di Firenze, Atti in materia di commercio, Fallimenti, busta 74, fasc. 696, 1877.

L'exemple de l'agence des outils de travail

L'agence née en 1876 pour aider les artisans pendant la grave crise économique qui suivit l'installation de la capitale à Rome après 1870 vécut jusqu'à 1926. Son but était de soutenir financièrement les artisans pour acheter des outils de travail. Elle finit cependant par accorder des prêts aux associés et fonctionna également comme une sorte de bureau de placement interne. Dans certains cas, elle arrivait à appuyer la démarche d'activités coopératives ou entrepreneuriales. La création de la société des paveurs de Florence en est un exemple. En 1886, une dizaine de paveurs de Florence requéraient à l'agence un soutien pour se constituer en société coopérative (Minuti, 1911, p. 287-290). Celle-ci les aida et, après la fondation de la société, la Fraternité fit pression sur l'administration de la mairie pour obtenir du travail. Dans les années suivantes, la coopérative des paveurs, soutenue par la Fraternité, réussit à obtenir l'adjudication du pavage de toute la ville. L'agence connut un grand succès : en trois ans, elle avait doublé le chiffre d'affaires de la Fraternité entière, qui reposait principalement sur le secours mutuel. Dans les années suivantes, le chiffre augmenta jusqu'à dépasser même celui de la caisse de crédit artisanal.

L'agence ne se limitait pas à la vente d'outils et de machines pour les associés, elle fournissait aussi les matières premières pour la transformation, telles

que les tissus pour les artisans ou les petits tailleurs indépendants dans le secteur de l'habillement, et s'occupait également de donner des livres pour l'éducation, pas seulement professionnelle, des membres, en dehors de tout intérêt économique (graphique 1).

En outre, elle procurait un service d'information et de communication sur les machines, les solutions techniques et les innovations en Italie et à l'étranger. Elle parvint à instituer des cours d'apprentissage pour l'utilisation de certaines machines. En 1887, par exemple, la société, « *ayant instauré des relations avec les meilleures et les plus connues des fabriques nationales et étrangères, communiquait aux associés que près du siège central comme près des sièges des collèges se trouvaient disponibles des outils ou des modèles d'outils nécessaires aux différentes professions* » (Minuti, 1911, p. 287).

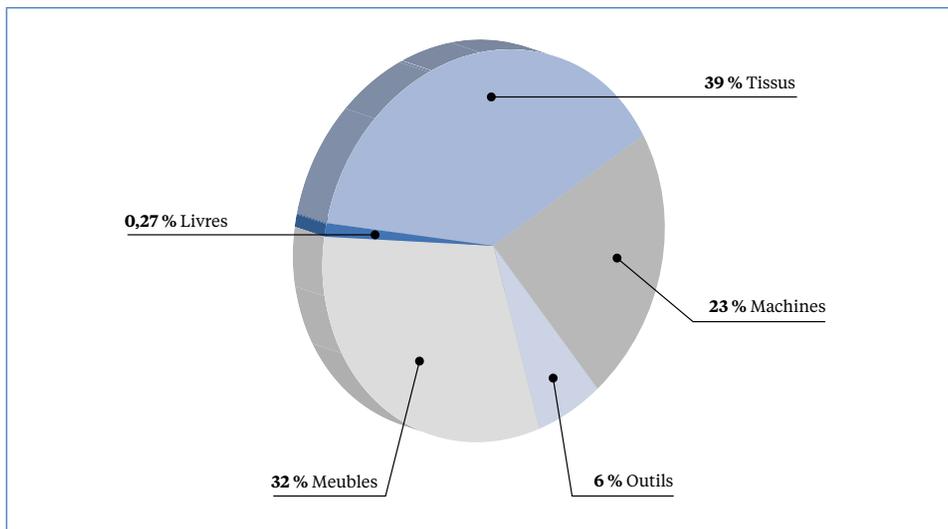
Grâce à ses revenus, l'agence réalisait des initiatives bénéficiant non seulement aux artisans producteurs, mais à tous ses agrégés, à savoir des coopératives de consommateurs ou de logement pour l'achat des habitations. Il serait possible de multiplier les exemples, mais il s'agissait toujours de manifestations relevant d'un principe plus général de solidarité, qui n'était pas purement corporatif ou sectoriel, mais qui visait le « bien public » comme base et contexte de développement de l'intérêt particulier.

La Fraternité, préfiguratrice du mouvement ouvrier

Le véritable liant qui tenait ensemble des figures sociales avec des intérêts et des caractéristiques si différents (des modestes travailleuses à domicile jusqu'aux artistes et peintres célèbres, tels que Giovanni Fattori et Telemaco

Graphique 1

Les investissements (22 500 liras)
de l'agence des outils de travail en 1896-1897



Signorini) était l'idée et l'espoir que le travail aurait pu jouer un rôle central dans le nouvel ordre social et politique réalisé en Italie en 1861. C'était pour cette raison que la Fraternité différait des sociétés de secours mutuels qui allaient se multiplier (Tomassini, 1995) et qui avaient pour unique but les secours pour maladie ou accident, en l'absence d'un système moderne d'assurance sociale. Dans le cas de la Fraternité, le secours mutuel était bien présent, mais au même niveau que les différentes formes d'aide aux entrepreneurs ou aux activités coopératives.

Un mélange de tradition et de nouveauté assez original caractérise ainsi l'association. Elle avait mis en place, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, toute une série d'instruments nouveaux d'organisation et de support pour ses associés, qui servirent d'exemple pour la réalisation des associations syndicales et entrepreneuriales successives. Cependant, elle conservait l'ancienne solidarité corporative, même dans son vocabulaire interne, de fait interclassiste. Elle était organisée selon un rigoureux mécanisme hiérarchique, dérivant probablement du modèle des sociétés secrètes qui avaient constitué un trait caractéristique de l'expérience politique des démocrates italiens pendant le Risorgimento.

Une organisation nationale démocratique

La Fraternité fusionnait ainsi les principes fondamentaux de la démocratie représentative (toutes les charges étaient électives et renouvelables) avec une structure organique complexe, qui non seulement établissait des liens formels de dépendance individuelle, mais aboutissait également à une forme d'organisation spatiale d'ordre militaire et bureaucratique, expérimentée aussi en Italie au temps de l'Empire⁽⁵⁾.

Cette représentation verticale de l'espace et du territoire essayait donc de réconcilier démocratie et hiérarchie dans un ensemble structuré et complexe. Si l'on s'élevait du collège de l'Arte – la structure de base – jusqu'au Grand Conseil des Primatei (Gran Consiglio dei Primatei) – c'est-à-dire aux représentants des régions artisanales –, exerçant le gouvernement suprême de l'association tout entière, on pouvait en effet voir « *l'admirable grandeur d'un organisme fort qui, en rassemblant en une seule volonté la famille artisanale, cherchait, on peut le dire, à égaler les forces même de l'Etat* » (Minuti, 1911, p.32). Selon les statuts, « *au moins trente personnes exerçant un même métier [Arte], ou industrie, constituent un collège de l'Arte. Ces collèges, quand ils rassembleront tous ensemble trois mille associés, formeront la commune artisanale, qui sera dirigée par les maîtres et présidée par le grand maître. Les différentes communes artisanales se trouvant à l'intérieur des régions fixées par les statuts formeront la région artisanale, qui aura près de chacun des grands maîtres des communes une représentation parlementaire, laquelle tiendra des rencontres semestrielles. Les chefs des représentations de toutes les régions artisanales constitueront le gouvernement général de la Fraternité, qui aura son siège dans la capitale d'Italie et qui présidera au congrès général annuel de tous les représentants des régions* » (Fratellanza artigiana d'Italia, 1861). En d'autres termes, il s'agissait d'une structure hiérarchique décrite avec le vocabulaire hérité des anciennes corporations, mais qui visait à construire

(5) La Toscane avait fait partie du Grand Empire et avait été subdivisée en trois départements (Tognarini, 1994).

un organisme national des intérêts des travailleurs régi par un fonctionnement démocratique.

La Fraternité artisanale n'était en effet dotée ni des liens hiérarchiques, ni des découpages corporatifs qui caractérisaient la plupart des associations de travailleurs dans la période précédente, même si le long hiatus chronologique entre la disparition des corporations italiennes et la naissance des premières associations ouvrières ne facilite pas l'identification d'éventuelles continuités (Dal Pane, 1940).

C'était une société moderne de secours mutuels, réglée par un mécanisme d'assurance au niveau économique, où chaque membre payait la même somme et avait droit au même traitement en cas de maladie ou d'accident de travail. La position de chaque confrère était réglée par un système de droits et de devoirs, qui étaient définis avec précision dans les statuts et prévoyaient que tous les compagnons étaient égaux face à la société, dont le gouvernement était confié aux associés mêmes : ceux-ci avaient tous le même droit d'élire ou d'être élus aux charges de la société.

Conclusion

Du point de vue symbolique et politique, l'activité la plus importante de la Fraternité, dans son discours public, était l'instruction des travailleurs. Elle consacra une partie considérable de ses activités et de ses ressources à l'éducation de ses membres, avec un large éventail d'outils. Elle réalisa une série régulière de cours du soir et du dimanche, consacrés à la fois à la formation professionnelle et à la culture générale. On peut aussi mentionner la mise en place d'une grande bibliothèque très équipée, la publication d'un journal social hebdomadaire très soigné et largement diffusé et de nombreuses conférences et autres activités similaires.

L'idée qui soutenait cet effort « culturel » était que le progrès dans la condition des travailleurs, avant même les améliorations économiques, s'obtenait en favorisant leur accès à l'instruction et à la culture. Cette « élévation morale » des travailleurs était considérée comme intimement liée aux nouveaux droits de citoyenneté, politiques et civils, qui avaient été conquis par la révolution libérale italienne du 1860-1861, avec la fin des anciens Etats absolutistes.

Ethique du travail collectif

Le travail devait être non seulement le fondement économique de l'Italie nouvelle, mais aussi le fondement moral, la source des nouvelles valeurs, qui ne devaient plus être liées aux privilèges aristocratiques, mais au mérite et à la bonne volonté de chacun.

Ce trait était commun à l'idéologie libérale et aurait pu également aboutir à une exaltation de l'individualisme, comme en témoigne la propagation de l'idéologie « self-helpiste » en Italie pendant la deuxième moitié du XIX^e et au début du XX^e siècle (Baglioni, 1974 ; Chemello, 2009). Mais la Fraternité déclina l'éthique du travail de manière collective, en essayant de mélanger sa structure solidariste, revêtue de l'ancien langage des corporations, avec les nouvelles valeurs de la liberté d'entreprise et de la libre concurrence. Une telle synthèse, selon les artisans de la Fraternité, ne pouvait venir que

d'un sentiment puissant de la nouvelle citoyenneté, c'est-à-dire d'une réconciliation de l'intérêt individuel avec le bien-être collectif au sein de la nouvelle communauté de référence, qui avait été réalisée avec la nouvelle patrie libérale. Pour toutes ces raisons et parce que les solutions adoptées constituent une référence pour beaucoup d'autres associations, la Fraternité représente une expérience d'autant plus intéressante à analyser en cette période de crise de l'Etat social où le rôle des entreprises et de l'économie sociale et solidaire est central.

BIBLIOGRAPHIE

- Baglioni G.**, 1974, *L'ideologia della borghesia industriale nell'Italia liberale*, Turin, Einaudi.
- Becattini G.** (dir.), 1975, *Lo sviluppo economico della Toscana con particolare riguardo all'industrializzazione leggera*, Florence, Irpet.
- Becattini G.**, 1998, *Distretti industriali e made in Italy: le basi socioculturali del nostro sviluppo economico*, Turin, Bollati Boringhieri.
- Betri M. L.** (dir.), 2010, *Rileggere l'ottocento: Risorgimento e nazione*, Turin, Carocci, 2010.
- Bonelli F.**, 1978, *Il capitalismo italiano: linee generali di interpretazione*, in *Storia d'Italia*, annali., vol. I, Turin, Einaudi.
- Brusco S., Paba S.**, *Per una storia dei distretti industriali italiani dal secondo dopoguerra agli anni novanta*, in Franco Amatori (dir.), *Storia del capitalismo italiano: dal dopoguerra a oggi*, Rome, Donzelli, 1997, p. 265-334.
- Capitini Maccabruni N.**, 1981, *La Camera del lavoro nella vita politica e amministrativa fiorentina (dalle origini al 1900)*, Florence, Olschki.
- Chemello A.**, 2009, *La biblioteca del buon operaio: romanzi e precetti per il popolo dell'Italia unita*, Milan, Unicopli.
- Colletis G.**, Gianfaldoni P., Richez-Battesti N., 2005, « Economie sociale et solidaire, territoires et proximité », *Recma*, n° 296.
- Conti F.**, 2000, *L'Italia dei democratici: sinistra risorgimentale, massoneria e associazionismo fra otto e novecento*, Milan, Angeli.
- Cottreau A.**, 1986, « The distinctiveness of working-class cultures in France, 1848-1900 », in Ira Katznelson I., Zolberg A. R. (dir.), *Working-class formation, nineteenth-century patterns in Western Europe and the United States*, Princeton, PUP.
- Crossick G., Haupt H.-G.** (dir.), 1984, *Shopkeepers and master artisans in nineteenth century Europe*, London-New York, Methuen.
- Dal Pane L.**, 1940, *Il tramonto delle corporazioni in Italia (secoli XVIII e XIX)*, Milan, Ispì.
- De Clementi A.** (dir.), 1986, *La società inafferrabile: protoindustria, città e classi sociali nell'Italia liberale*, Rome, Edizioni Lavoro.
- Dewerpe A.**, 1985, *L'industria aux champs: essai sur la proto-industrialisation en Italie du Nord (1800-1880)*, Rome, école française de Rome.
- Fratellanza artigiana d'Italia**, 1861, *Capitoli di una Fratellanza artigiana, preceduti dal Rapporto della Commissione incaricata della revisione dei medesimi ed illustrati dal Bilancio Centenario della proposta Fratellanza*, Firenze, tip. Mariani.
- Gerschenkron A.**, 1962, *Economic backwardness in historical perspective: A book of essays*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press.
- Gribaudi M.**, 1987, *Itinéraires ouvriers: espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX^e siècle*, Paris, EHESS.
- Lenger F.**, 1991, « Beyond exceptionalism: Notes on the artisanal phase of the labour movement in France, England, Germany and the United States », *International review of social history*, 1, p. 1-23.
- Manacorda G.**, 1974, *Il movimento operaio italiano attraverso i suoi Congressi, (1853-1892)*, Rome, ed. Rinascita.
- Mazzini G.**, 1935, *Scritti editi e inediti*, Imola, Coop. Tip. Ed. Galeati, vol. LXXI.
- Menzani T.**, 2011, « Collaborations vertueuses entre coopératives et municipalités : le cas historique de l'Emilie-Romagne après la Seconde Guerre mondiale », *Recma*, n° 321.
- Minuti L.**, 1911, *Il Comune artigiano di Firenze della Fratellanza artigiana d'Italia*, Firenze, Tipografia cooperativa.
- Parodi M.**, 2005, « Economie sociale et solidaire et développement local », *Recma*, n° 296.
- Pecorari P.** (dir.), 1997, *La diffusione del credito e le banche popolari*, Venise, Istituto veneto di Scienze, Lettere e Arti.
- Pellegrino A.**, 2012a, *Patria e Lavoro: la Fratellanza artigiana d'Italia fra identità sociale e pedagogia nazionale (1861-1932)*, Firenze, Polistampa.
- Pellegrino A.**, 2012b, *La città più artigiana d'Italia: Firenze 1861-1929*, Milan, FrancoAngeli.

Pezzini E., 2012, « "L'envie de marcher ensemble" : l'alliance des coopératives italiennes », *Recma*, n° 323.

Porciani I., 1997, *La festa della nazione: rappresentazione dello stato e spazi sociali nell'Italia unita*, Bologne, Il Mulino.

Procacci G., 1970, *La lotta di classe in Italia agli inizi del secolo XX*, Rome, Editori Riuniti.

Romano R. (dir.), 1991, *Storia dell'economia italiana*, v. III, *L'età contemporanea: un paese nuovo*, Turin, Einaudi.

Sabel C. F., Zeitlin J., 1997, « Stories, strategies, structures: rethinking historical alternatives to mass production », in *World of possibilities:*

Flexibility and mass production in western industrialization, Paris-Cambridge, MSH-CUP.

Tognarini I., 1994, *La Toscana e la rivoluzione francese*, Naples, ESI.

Tomassini L., 1995, « Les sociétés de secours mutuels en Italie (1861-1922) », in Dreyfus M., Gibaud B. (dir.), *Mutualités de tous les pays : un passé riche d'avenir*, Paris, Mutualité française.

Triglia C., 1985, *Società e politica nelle aree di piccola impresa: il caso della Valdelsa*, Milan, Angeli

Volkov S., 1978, *The rise of popular antimodernism in Germany: The urban master artisans, 1873-1896*, Princeton, PUP.